

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 01/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC NORD NORMANDIE

38 rue de Courcelles
75008 Paris

Références : Arrêté ministériel du 06/06/2018
Code AIOT : 0007001396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement PAPREC NORD NORMANDIE implanté RUE DE LA PREVOTE FERME DESPRETZ 59890 Quesnoy-sur-Deûle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme d'inspection 2024 de la DREAL des Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC NORD NORMANDIE
- RUE DE LA PREVOTE FERME DESPRETZ 59890 Quesnoy-sur-Deûle
- Code AIOT : 0007001396
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CDI RECYCLAGE, filiale du groupe PAPREC, exploite dans son agence de Quesnoy-sur-

Deûle une installation de récupération de cartons et vieux papiers.

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 novembre 1997 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013 mettant à jour la liste des installations classées du site.

La situation administrative du site a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013. Cet arrêté a également imposé, compte tenu des changements intervenus sur le site depuis 1997, que soient mises à jour les études d'impact et de dangers du site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pour répondre à l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2013, l'exploitant a déposé un premier porter à connaissance le 4 février 2022. Suite aux remarques de l'inspection, l'exploitant a déposé à M. le préfet du Nord, par courrier du 24 janvier 2024, un nouveau porter à connaissance qui annule et remplace le précédent.

L'objet de ce rapport n'est pas d'instruire ce dossier. La visite d'inspection permet néanmoins à l'Inspection de mieux comprendre la stratégie de défense incendie mise en place sur le site et les travaux prévus par l'exploitant. Dans ce cadre, l'Inspection rappelle à l'exploitant que le porter à connaissance doit permettre de présenter l'ensemble des moyens de protection mis en oeuvre sur le site et pas uniquement pour les modifications ou extensions du site.

L'inspection rappelle que ce dossier doit étudier la conformité de son installation vis-à-vis des textes applicables et notamment l'arrêté 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).

Ce dossier devra également permettre de positionner les activités du site vis-à-vis de la rubrique 2791. Cette rubrique a été modifiée par le décret n° 2018-458 du 06/06/18 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en excluant de celle-ci les installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.

La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (Version du 27 avril 2022) indique notamment :

"L'exclusion des rubriques 2711, 2713, 2714 et 2716 du champ d'application a pour objectif de préciser qu'une installation réalisant une préparation en vue de la réutilisation n'a pas à être classée 2791. Si une installation présente deux activités distinctes, la première étant une activité de tri-transit-regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation, la seconde étant une activité visée par la rubrique 2791, les deux rubriques sont cumulables."

Pour finir, l'inspection a présenté à l'exploitant les échéances de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement, plus particulièrement celles sur la détection et surveillance, la présence d'un plan de défense contre l'incendie, la maîtrise des sinistres, la procédure en cas de défaut de tri, l'îlotage et l'extinction automatique et un état des stocks mis à jour de manière hebdomadaire et accessible à tout moment. Les premières échéances de cet arrêté sont au 1er juillet 2024 pour la présence d'un plan de défense contre l'incendie et la maîtrise des sinistres, et le 1er janvier 2025 pour la présence de l'état des stocks.

L'exploitant a indiqué avoir pris connaissance de ces nouvelles exigences et avoir commencé à travailler sur ces différentes échéances. Par exemple, pour l'état des stocks, il réalise un inventaire des bales de papier tous les mercredi. Il lui faudra intégrer le volume de vrac pour être conforme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration annuelle déchets	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-44	Sans objet
2	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
3	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
4	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
5	Gestion déchets réceptionnés - essai préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
6	Gestion déchets réceptionnés - Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III	Sans objet
7	Gestion déchets réceptionnés - Entreposage et tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV et V	Sans objet
8	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure d'acceptation et de gestion des déchets sur site est bien connue des opérateurs rencontrés. Les procédures présentées sont simples et concises.

L'exploitant veillera à éliminer de façon régulière les déchets de papier triés et mis en balles pour valorisation matière.

L'exploitant mettra à jour le plan d'implantation des extincteurs avec les numéros de localisation mis en place sur le site. Il s'assurera que ces numéros soient repris lors du rapport de contrôle des extincteurs afin de vérifier le contrôle exhaustif des extincteurs présent sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-44
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
Prescription contrôlée : Les exploitants [...] et les exploitants des installations classées produisant des déchets et des installations assurant le traitement de déchets doivent fournir à l'administration compétente une déclaration annuelle sur la nature, les quantités le traitement réalisé et la destination ou l'origine de ces déchets.

Constats :

L'exploitant ne déclare pas sous GEREPA la nature, les quantités, le traitement réalisé et la destination ou l'origine de ses déchets.

L'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets n'est pas opposable au site réalisant du traitement et du transit de déchet non dangereux. Toutefois, la déclaration sous GEREPA permet de répondre à l'obligation de l'article R.541-44 du code de l'environnement.

À l'issue de l'inspection, l'exploitant s'est rapproché de l'inspection pour créer un compte GEREPA pour son établissement.

Dans l'attente de cette déclaration, l'inspection ne propose aucune suite sur ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

[...]

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a relevé que plusieurs extincteurs n'avaient pas d'étiquette de contrôle et notamment deux extincteurs sur roues situé à proximité du "broyeur" et à proximité de la cuve de distribution de carburant.

L'inspection a également noté que les emplacements des extincteurs ne comportaient pas de numéro d'identification.

Lors de la visite, l'ensemble des extincteurs étaient accessibles.

En salle, l'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification des extincteurs, CHUBB 18463800 du 16 mars 2023
- le rapport de contrôle des RIA DPI du 8 août 2023,
- le rapport d'intervention sur les trappes de désenfumage CHUBB 1819349 du 8 février 2023.

Le rapport de vérification des extincteurs fait état de 88 appareils en bon état et de 7 sortis. Chaque extincteur est identifié par un code barre et son emplacement. Aucun plan n'est joint à ce rapport pour identifier la localisation des extincteurs sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant met en place une numérotation des emplacements des extincteurs afin de pouvoir faire rapidement le lien entre le rapport de contrôle et les extincteurs présent sur site.</p> <p>À l'issue du prochain contrôle des extincteurs, qui doit intervenir avant mi-mars, l'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai de 15 jours à compter de sa réception, le rapport de contrôle des extincteurs et le plan de localisation des extincteurs sur site. Celui-ci devra permettre d'identifier rapidement les extincteurs et leur localisation sur site.</p> <p>L'exploitant transmettra par la même occasion la confirmation du contrôle de l'ensemble des extincteurs présents sur site ou la sortie du parc des extincteurs non contrôlé et relevé lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques et mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques APAVE 0456187-010-1 du 24/02/2023. Ce rapport ne relève aucune non-conformité et mentionne 4 préconisations. Deux de ces préconisations concernent l'identification incomplète des circuits des armoires électriques et l'une le remplacement de la poignée de manœuvre de la macopresse ce qui rend le dispositif de coupure d'urgence non opérant.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection le compte rendu Q19 (themrographie) APAVE 23038840.01 du 06/11/2023. Ce rapport indique en conclusion que le risque d'incendie est faible en l'absence d'anomalie. Il préconise toutefois de réaliser le dépoussiérage des armoires électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se positionnera sur ces préconisations et en particulier sur le remplacement de la poignée sur la macopresse.</p> <p>Il indiquera à l'inspection la bonne réalisation d'un dépoussiérage des armoires électriques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets réceptionnés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques</p>

dangereux.

L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.

II. Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

Constats :

Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité.

Les déchets dangereux sont interdits. L'inspection a consulté la liste des déchets entrant en 2023 sur le site. Lors de ce contrôle par sondage, elle n'a pas relevé de code déchets non autorisé.

L'inspection a consulté par échantillonnage la fiche d'identification d'un déchet (FID). Celle-ci contient les informations adéquates.

La procédure PR 14 : Procédure d'acceptation des déchets cadre aussi bien la phase amont avec la création de la fiche client et la rédaction de la FID que la procédure d'acceptation sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion déchets réceptionnés - essai préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets réceptionnés
Prescription contrôlée : c) Essais à réaliser : Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation. [...]
Constats : L'exploitant ne reçoit pas de déchets nécessitant de réaliser des essais préalables. Seul sont réceptionnés sur site des déchets non dangereux en mélange, des déchets d'ameublements et d'encombrants, des papier/cartons, du plastique, du bois, des ferraille/métaux, des déchets inertes et du verre. Le site peut réceptionner en petite quantité, inférieure au seuil de classement, des D3E.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion déchets réceptionnés - Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets réceptionnés
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Constats :

Lors de la visite du site, l'Inspection a suivi le parcours d'un déchet entrant sur le site :

Le conducteur se présente à l'accueil, et il est vérifié la présence du bordereau de livraison, du récépissé de transport, du protocole de sécurité, du BSD/CAR/DAC et de la fiche d'identification des déchets.

Les camions passent ensuite par le pont bascule et le portique de détection de la radioactivité. Ils s'enregistrent via le code barre présent sur le bon d'enlèvement. Ce code barre permet de faire l'enregistrement automatique du poids et de la typologie du déchet dans le logiciel interne de l'entreprise.

Le camion est ensuite dirigé par un opérateur vers la zone de déchargement adéquate.

L'opérateur du site réalise un contrôle visuel des déchets. Il relève sur sa tablette les non-conformités (présence de pneu par exemple) qui sont implémenté directement dans le logiciel. En fonction de la typologie de la non-conformité, la société retourne le déchet à l'expéditeur, décline le déchet et/ou facture la non-conformité.

Le déchet est ensuite trié pour réaliser un regroupement et une massification et renvoyé dans des sites de valorisations, de traitement ou des sites de stockages de déchets ultimes pour la fraction non valorisable.

L'Inspection a assisté à un déchargement et l'opérateur a indiqué les différentes opérations qui étaient sous sa responsabilité. En salle, l'exploitant a fourni les différentes procédures servant de formation aux opérateurs et encadrant ce processus.

PR14 : Procédure d'acceptation des déchets

MO04 : déclasserement des déchets non conforme
 MO11 : réception des déchets de déchets inertes
 MO14 : réception des déchets de ferraille
 MO15 : réception des DPS/DIB/DU
 MO16 : cas particuliers de réception
 MO24 : reception des déchets de papier 1.11
 MO25 : reception des déchets de cartons 1/04 ou 1.05

L'ensemble de ces documents sont lisibles et assortis de photos pour permettre une bonne compréhension.

L'ensemble des documents présentés permettent de répondre à l'article 13.III

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion déchets réceptionnés - Entreposage et tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV et V

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets réceptionnés

Prescription contrôlée :

IV Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.)

V. Opérations de tri des déchets

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Constats :

Les déchets sont stockés dans des alvéoles séparées par des murs constitués de composant de type légo. Le volume est défini par la hauteur des légo délimitant les aires.

L'opération de tri des déchets est réalisée uniquement sous auvent.

Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de volume important de déchets de type DIB, ferrailles ou plastiques. Le volume de balles de papier étant important sur le site.

L'exploitant a indiqué pour la valorisation du papier était compliquée au moment de l'a visite d'inspection car une partie des papeteries chez qui ses déchets étaient valorisés ont été impactées par les événements climatiques de la fin 2023.

Les déchets sont stockés par typologie, verre, métal, plastique, DIB et papier. Le jour de l'inspection, la typologie de déchets stockés dans certaines alvéoles n'étaient pas clairement identifiées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place un affichage permettant de repérer clairement la nature des déchets stockés dans chaque alvéole et en particulier pour l'air de stockage des DIB. Il informera l'Inspection sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport du bon affichage de la typologie des déchets stockés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des effluents

Prescription contrôlée :

Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection le BSD de curage pour les deux séparateurs d'hydrocarbures présents sur le site. Il a également fourni le certificat d'acceptation préalable de ce déchet et le plan de prévention associé à cette intervention.

Type de suites proposées : Sans suite